

MONDE

Sommet européen : « loannina » pour sortir de l'impasse ? Le président français reprend les principes du « *compromis de loannina* », adopté en 1994 par les 15 membres de l'Union. C'est le joker de Nicolas SARKOZY proposé au président polonais Lech KACZYNSKI, pour surmonter le blocage de la Pologne sur la question de la double majorité. Il permet à la présidence de demander une nouvelle délibération d'un texte au Conseil de l'Union européenne lorsqu'un certain nombre d'Etats-membres veulent s'y opposer et approchent de la minorité de blocage, mais sans l'atteindre. Cette clause « *de type loannina* » serait annexée à la règle de la double majorité (55% des Etats-membres et 65% de la population). Les experts étudient cette proposition...

Le Président ABBAS soutenu par la scène internationale. Les Etats-Unis ont annoncé la reprise de l'aide économique après avoir boycotté les 2 précédents gouvernements en raison de la présence du Hamas ; de même, l'UE a annoncé la « *normalisation* » de ses relations avec l'Autorité palestinienne, en partie suspendues depuis l'arrivée au pouvoir du Hamas en janvier 2006. Israël se dit prêt à reverser au nouveau cabinet les taxes collectées en son nom, soit 600 millions de dollars accumulés. Ehud OLMERT en visite à Washington pour rencontrer George W. BUSH et relancer le processus de paix.

Sommet quadripartite ce lundi à Charm el-Cheikh. Participeront : le président palestinien, M. ABBAS, le Premier ministre israélien, Ehud OLMERT, le roi de Jordanie ABDALLAH II et le président égyptien Hosni MOUBARAK. But : « *donner une impulsion à la relation entre l'Autorité palestinienne et Israël* ». M. OLMERT a émis l'espoir que le sommet débouche, avec l'appui des Etats-Unis, sur « *la mise en place d'une plate-forme permettant un nouveau départ entre israéliens et palestiniens* ».

Kosovo, on fait une pose ? Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont fait circuler un texte, proposant une pause de 120 jours dans le processus devant mener à une indépendance sous surveillance du Kosovo, afin de permettre de nouvelles discussions. Le texte invite les parties à ne pas « *faire des déclarations unilatérales sur le statut final du Kosovo pensant cette période* ».

Tony BLAIR, émissaire du Quartette pour le Proche-orient ? George W. BUSH le souhaiterait. La porte-parole de l'ONU, Michèle MONTAS, a reconnu que l'idée américaine était « *en discussion* ». Le secrétaire général de l'ONU, BAN Ki-moon s'est entretenu au téléphone avec la secrétaire d'Etat Condoleezza RICE. La première réaction européenne a été très froide : on n'en a pas parlé lors de la dernière conversation téléphonique du Quartette.

Le secrétaire général de l'Otan, à Montréal. Jaap de HOOP SCHEFFER, a souhaité la poursuite de la mission militaire du Canada dans le sud de l'Afghanistan. Trois soldats canadiens ont été tués dans l'explosion d'un engin au passage de leur véhicule. Au total 60 militaires canadiens sont morts en Afghanistan.

EUROPE

Constitution européenne ? Outre le système de vote contesté par les Polonais, voici les points qui restent en débat au Conseil européen, réunit jusqu'à vendredi soir.

Extension du champ de décision à la majorité qualifiée. Certains Etats, comme le Royaume-Uni, la République tchèque, ou le Danemark, entendent limiter le nombre des domaines où les capitales renoncent à leur droit de veto, en particulier dans les affaires judiciaires et intérieures.

Charte des droits fondamentaux. Elle devrait faire l'objet d'une référence lui « *donnant une force juridique contraignante* », ce qui ne satisfait pas le Royaume-Uni, qui estime le texte trop contraignant en matière de droit social notamment.

Politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Avec le soutien de la France et du Royaume-Uni, la présidence allemande propose de garantir le caractère « *intergouvernemental* » de la PESC. L'attribution d'une personnalité juridique unique à l'Union va fusionner les trois piliers qui permettaient de distinguer les politiques gérées selon les méthodes communautaires (1er pilier), la PESC (2e pilier) et la coopération judiciaire et policière (3e pilier). Le statut spécifique de la PESC permettra, contre

l'avis de l'Italie et de la Commission notamment, de la piloter à l'unanimité, sans codécision avec le Parlement européen, et sans contrôle de la Cour de justice européenne.

Ministre des Affaires étrangères. Le terme a disparu du projet allemand, remplacé par la mention "XXX". Mais le Royaume-Uni conteste encore la mise en place d'un service diplomatique européen, et la double casquette (conseil européen et commissaire) alors que l'Espagne a fait du maintien de cette innovation une condition de son accord.

Le rôle des Parlements nationaux. Les Néerlandais demandent à renforcer le poids des Parlements nationaux pour s'assurer que l'Union ne dépasse pas ses prérogatives. La période donnée aux Parlements pour examiner un texte passerait de six à huit semaines. La Commission devra justifier une décision, la revoir ou la retirer, si elle est contestée par un tiers des Parlements nationaux. Par ailleurs, afin de contenter le Royaume-Uni, la primauté du droit européen sur le droit national ne serait pas être réaffirmée.

Pas de Constitution, mais un traité. Le terme de Constitution est abandonné, tout comme les références aux symboles, son drapeau et son hymne. Le « traité réformateur » se contentera d'amender les traités existants.

Rail européen. La libéralisation du transport ferroviaire de passagers en Europe va pouvoir être lancée, députés et pays de l'Union européenne ayant réussi à surmonter les ultimes désaccords sur les droits des passagers après des pourparlers tendus. Ouverture à la concurrence en 2010 du transport de passagers, qui sera limitée au seul trafic international (5% du trafic total).

MONDE AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Nguyen Minh TRIET chez les capitalistes. La première visite d'un chef d'Etat vietnamien aux Etats-Unis depuis la fin de la guerre du Vietnam a été à la Bourse américaine, souriant, posant pour des photos avec les courtiers du temple du capitalisme international. Le Président vietnamien est reçu à la Maison Blanche par George W. BUSH. Les deux pays ont signé un pacte commercial et d'investissement, prélude à un accord complet de libre échange. Les Etats-Unis sont le premier marché à l'exportation du Vietnam et le commerce bilatéral des deux pays a plus que quintuplé depuis 2001, pour atteindre 9,7 milliards de dollars en 2006.

Premières négociations directes sur l'avenir du Sahara occidental entre le Maroc et le Front Polisario à New York. Les parties sont tombées d'accord sur le fait que le processus de négociations doit se poursuivre au cours de la deuxième semaine d'août 2007. « *Pour l'instant, la position du Polisario n'a pas encore évolué* », selon le ministre marocain de l'Intérieur Chakib BENMOUSSA. « *Nous avons bon espoir qu'à travers les discussions début août, ils puissent mesurer l'opportunité historique de mettre fin à la souffrance de toute une partie de la population sahraoui* ».

Grève générale au Nigeria. Le pétrole à 70 dollars. La grève paralyse le pays. Face au refus du président Umaru YAR'ADUA de revenir sur l'augmentation de 15% du prix de l'essence décidée par son prédécesseur Olusegun OBASANJO, le dernier jour de sa présidence, les syndicats ont décidé la grève. Fermeture de tous les bureaux, stations-service, écoles, entreprises. Pour l'instant l'industrie pétrolière, vitale pour le Nigeria, 6^{ème} exportateur mondial de brut, ne semble pas trop touchée. Toutefois cette grève maintient la tension sur les cours du brut. Le Brent est au-dessus des 70 dollars.

Inondations en Inde : 150 000 déplacés. Ils ont perdu leurs habitations dans le nord-est du pays, en raison de la mousson.

Référendum le 19 août en Thaïlande sur une nouvelle Constitution. Le pouvoir intérimaire a fixé des législatives pour le 25 novembre.

En Sierra Leone, les premiers verdicts. Le tribunal spécial a condamné trois ex-rebelles pour crimes contre l'humanité.

Darfour, pont aérien dans l'est du Tchad. L'opération menée par l'armée française vise à fournir des vivres aux réfugiés avant la saison des pluies.

CONSEIL DES MINISTRES

Les projets de loi. Mesures en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat. Objectifs annoncés du texte présenté par Christine LAGARDE : Réhabiliter le travail. Aider à l'accession à la propriété. Soutenir les jeunes de moins de 26 ans qui travaillent tout en poursuivant des études. Développer les petites et moyennes entreprises. Améliorer l'attractivité fiscale de la France. Conditionner les indemnités de départ aux performances.

Le haut commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté a, par ailleurs, présenté les dispositions introduisant le principe du revenu de solidarité active, qui préfigure une profonde réforme des minima sociaux destinée à permettre une meilleure articulation entre les prestations sociales et les revenus du travail.

Règlement définitif du budget de 2006 : l'exécution du budget s'est finalement traduite par un solde de -39 milliards d'euros (incluant une mesure d'ordre de 3,3 milliards d'euros destinée à régulariser le mode de comptabilisation des pensions imputées depuis 1987 avec un mois de décalage). Hors mesure de régularisation comptable, le solde budgétaire s'établit à 35,7 milliards d'euros, en amélioration de 7,8 milliards d'euros par rapport à 2005.

Communication : La revue générale des politiques publiques, présentée par le Premier ministre.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Déclaration de politique générale du Président. 3 jours après les résultats des législatives qui ont vu la victoire de l'UMP, moins importante que prévue, sans ambiguïté cependant, Nicolas SARKOZY s'est adressé aux Français et aux parlementaires de son parti qu'il a reçu à l'Élysée. Il a déroulé son programme, réaffirmant la prédominance de sa fonction. Le Président a martelé sans relâche qu'il « *prendra ses responsabilités* », et a défini le cap dans une série de dossiers économiques et sociaux. « *Tout ce que j'ai promis de changer, je le changerai, tout ce que j'ai promis de réformer, je le réformerai* ».

SARKOZY convaincant. C'est ce que pensent 78% des Français après sa longue intervention sur TF1. Sondage Opinion Way. 22% n'ont pas été convaincus par le président de la République.

Remaniement ministériel. Les nouveaux entrants, les nouvelles responsabilités.

Jean-Louis BORLOO, Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables. Il remplace Alain JUPPE, démissionnaire. Christine LAGARDE prend sa place au Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi. Le nouveau ministre du Gouvernement FILLON II, c'est Michel BARNIER, qui remplace Christine LAGARDE au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

12 nouveaux Secrétaires d'Etat. 17 au total. Laurent WAUQUIEZ, Porte-parole du Gouvernement. Valérie LETARD, chargée de la Solidarité. Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, chargée de l'Ecologie. Christian ESTROSI, chargé de l'Outre Mer. André SANTINI, chargé de la Fonction publique. Jean-Marie BOCKEL, chargé de la Coopération et de la Francophonie. Hervé NOVELLI, chargé des entreprises et du Commerce extérieur. Fadela AMARA, chargée de la Politique de la ville. Alain MARLEIX, chargé des Anciens combattants. Rama YADE, chargée des Affaires étrangères et des Droits de l'Homme. Luc CHATEL, chargé de la Consommation et du Tourisme.

Bernard LAPORTE, sera chargé de la Jeunesse et des Sports, après la Coupe du monde de rugby.

Parité : 4 femmes sur 12 nouveaux secrétaires d'Etat. Le Président répond qu'au-delà de la parité arithmétique, il est attaché à la parité sur les responsabilités, rappelant que le Ministre de l'Intérieur, le ministre de l'Economie et le Garde des Sceaux, dont des femmes. A l'Assemblée nationale, 107 femmes siègeront, contre 76 dans l'Assemblée sortante. 61 de gauche (49 PS) et 46 à droite (45 UMP).

Nicolas SARKOZY : « *Pourquoi cela n'irait-il pas ?* ». Le nouveau gouvernement constitué, le président Nicolas Sarkozy dit vouloir « *aller encore plus vite, encore plus loin* », dans un entretien. « *J'ai gagné pas une, pas deux, pas trois, mais quatre fois. Il y a deux élections qui sont difficiles dans le monde. L'élection présidentielle américaine et l'élection présidentielle française.* » « *Vous ne pensez pas qu'Angela MERKEL serait contente d'avoir la majorité que j'ai ? On écrit que je suis fragilisé. Qu'est-ce que cela sera quand je serai vraiment en difficulté ?* », s'interroge-t-il encore. De Christine LAGARDE, finalement désignée à Bercy, il estime que « *si elle m'écoute, si elle suit mes conseils, elle va exploser* ». Commentant la nomination de Rama YADE, il explique qu'« *il y aura deux femmes noires sur la scène internationale : Condi RICE et Rama YADE* ».

Le dossier de la TVA sociale n'est pas clos. François FILLON : « *Je ne veux pas qu'on ferme un dossier sous prétexte qu'il est mal expliqué* ». Nicolas SARKOZY a de son côté exonéré Jean-Louis BORLOO de sa responsabilité dans cette mauvaise « *explication* » de la réforme, mise en cause dans la perte de plusieurs sièges à l'Assemblée nationale pour l'UMP. « *S'il y a un responsable, c'est moi* » martèle le Président de la République.

LE PEN reçu à l'Élysée pour la première fois depuis 30 ans. Il s'est félicité du « *geste démocratique* » de M. SARKOZY. Le Président du FN a par ailleurs demandé aux électeurs d'aider le parti, endetté de « *plusieurs millions d'euros* ».

Ségolène ROYAL remet en cause des idées du pacte républicain, qu'elle a défendu tout au long de sa campagne présidentielle. Elle a estimé que certaines propositions n'étaient « *pas crédibles* », mais n'a pas eu le choix. Elle avait par exemple « *dû reprendre dans son pacte le SMIC à 1 500 euros et la généralisation des 35 heures* ». Réponse du 1^{er} secrétaire du PS : Ségolène ROYAL « *a toujours eu cette distance à l'égard du projet des socialistes* ». Mais, a-t-il ajouté, « *on ne peut pas avoir cette distinction dans une campagne, donc je propose qu'à l'avenir on désigne plus tôt le candidat à l'élection présidentielle de façon que ce soit lui ou elle qui organise le projet des socialistes* ».

Ségolène ROYAL candidate en 2012 ? « *C'est probable. Il y a des logiques, des cohérences mais j'ai envie de continuer. Les militants décideront* ». Les adhérents du PS doivent être « *rapidement consultés* », « *le plus rapidement possible* ». « *Il faut qu'il se passe quelque chose avant* » les élections municipales de mars 2008.

Dominique STRAUSS-KAHN ferait un bon 1^{er} secrétaire du PS pour 62% des Français, devançant Bertrand Delanoë (49%) et Ségolène Royal (34%), selon un sondage Opinion Way pour Le Figaro et LCI rendu public jeudi. Parmi les électeurs ayant voté pour la candidate socialiste lors du premier tour de la présidentielle, la tendance s'inverse: elle arrive en tête (66%), devant "DSK" (60%) et le maire de Paris (53%).

Alain JUPPE reste à la mairie de Bordeaux. « *Nous n'allons pas laisser la tâche que nous avons entreprise* ». Jean-Pierre CHEVENEMENT, également battu dans sa circonscription, a, lui, démissionné.

Sondage CSA. 53% des Français souhaitent que la majorité présidentielle mette en oeuvre « *très rapidement* » des réformes, contre 42% qui préfèrent qu'elle prenne son temps.

PARLEMENT - Reprise de la session ordinaire la semaine prochaine

Assemblée nationale

Jean-François COPE, élu Président du Groupe UMP. L'ancien ministre et Porte Parole du Gouvernement succède à Bernard ACCOYER, désigné par ses pairs pour briguer la présidence de l'Assemblée nationale, contre Patrick OLLIER.

Pour le PS, Arnaud MONTEBOURG Réélu de justesse dimanche avec 50,34% des voix, a annoncé sa candidature à la présidence du groupe socialiste. Le président sortant du groupe, Jean-Marc AYRAULT, brigue sa propre succession. Les noms de Laurent FABIOUS et Claude BARTOLONE, de Jean GLAVANY ou Henri EMMANUELLI sont aussi fréquemment évoqués. Les députés PS doivent choisir leur patron ce lundi.

15 pour constituer un Groupe ? Le secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement, Roger KAROUTCHI, juge cela « *envisageable* », « *mais il ne faut pas descendre plus bas* ». Le président du groupe communiste dans l'Assemblée sortante, Alain Bocquet, avait réclamé la constitution d'un groupe à partir de 10 députés. Or un seuil abaissé à 15 suffirait aux communistes pour former un groupe puisqu'ils sont 15 à avoir été élus (et des apparentés).

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Serge DASSAULT pas convaincu par la TVA sociale. Le président du Groupe Dassault, qui est aussi sénateur maire de Corbeil-Essonnes, juge que le principe de la TVA sociale n'est pas une bonne idée, car il faudrait augmenter considérablement la TVA pour trouver l'argent nécessaire à la Sécurité sociale. D'où l'idée de Serge Dassault de retirer globalement 100 milliards d'euros aux 300 milliards de charges sociales payées par les entreprises et d'asseoir le financement de la Sécurité sociale non plus sur les salaires mais sur le chiffre d'affaires des entreprises duquel on aura soustrait la masse salariale.

Airbus ne touche plus terre. Airbus obtient 45 milliards de dollars de commandes dès l'ouverture du Salon du Bourget avec plus de notamment pour ses derniers nés A380 et A350, mais aussi pour des A320. Au terme de cette journée faste, dominée par les contrats en provenance des Etats-Unis et du Moyen-Orient, l'avionneur européen a réduit à néant son écart avec le rival américain Boeing, qui affichait début juin deux fois plus de commandes sur 2007 (429 contre 201 à Airbus).

Après le pétrole, le blé. Le cours du blé a bondi à des taux historiques. Le stock mondial de blé est estimé à 112 millions de tonnes, à la fin 2007, soit le niveau le plus bas depuis 30 ans. C'est la conséquence d'une réduction des productions en Russie et en Ukraine, deux poids lourds de l'exportation mondiale, affectés par un temps trop sec. L'Ukraine a même décidé de suspendre ses exportations afin de protéger son marché. Résultat : la baguette pourrait augmenter en France...

Croissance à plus de 2% selon l'Insee. Après un début d'année en demi-teinte, la croissance française devrait s'accélérer à partir du 2^{ème} trimestre grâce à l'amélioration du contexte international et surtout au fort rebond de la consommation des ménages, et devrait s'élever à 2,1% du PIB sur 2007.

Bernard ARNAULT veut racheter les Echos. Le patron de LVMH s'est porté candidat au rachat du quotidien économique français. Il possède déjà l'autre quotidien économique, « *La Tribune* ». Les rumeurs parisiennes avançaient le prix de « *plus de 200 millions d'euros* ». Le groupe britannique Pearson, propriétaire des Echos, s'est jusqu'à présent refusé à tout commentaire.

Fusions - acquisitions de sociétés : records battus au 1^{er} semestre dans le monde, une tendance alimentée notamment par la montée en puissance des fonds d'investissement. Les rachats d'entreprises ont représenté 2.510 milliards de dollars sur les six premiers mois de l'année, d'après le canadien Thomson Financial. Ce chiffre est en hausse de 53% par rapport au premier semestre 2006.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

L'aide boursière à la scolarité des enfants français des classes de Lycée (Seconde, première et terminale) confirmée par la Présidence de la République. En réponse à une lettre du Sénateur Robert del PICCHIA, le porte parole de la présidence « *confirme la détermination du Président à tenir cet engagement* ». Le Bureau de l'Assemblée des Français de l'Étranger va se prononcer favorablement sur cette mesure.

Lancement de l'Association des Francophones de Pékin. Initiative soutenue par l'Ambassadeur de France, Hervé LADSOU, et rejointe par une vingtaine d'ambassadeurs francophones, de notre collègue et ami Francis NIZET, conseiller élu à Pékin. <http://nizet-afe.typepad.fr>

Les élections en un coup d'œil. C'est possible sur le site www.infogeocom.net, mis en ligne par Jean ISSERI, conseiller honoraire à l'AFE. Le site traite plusieurs élections. On peut ainsi visualiser les résultats des présidentielles françaises 2007 : par pays pour les Français à l'étranger, en métropole, ainsi que dans les DOM-TOM, par département pour la France métropolitaine, par commune pour les 22 régions métropolitaines...

Majorations familiales servies à l'étranger aux personnels expatriés ou résidents pour enfant à charge : <http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MAEA0754734A>

SANTÉ – SOCIÉTÉ

5,6 millions d'euros en pièces jaunes. C'est le montant collecté lors de l'opération « *Pièces jaunes* » 2007. « *Depuis 1990, nous avons financé 5.500 projets pédiatriques* », a avancé Mme CHIRAC, qui reste à la tête de la Fondation des hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France.

Les vautours en Belgique. La crise sanitaire provoquée par la maladie de la vache folle, avait eu pour corollaire la fermeture des décharges à ciel ouvert en Espagne. Conséquence : les vautours affamés tournoient au-dessus de la Belgique. Près de 200 spécimens ont été aperçus en quelques jours. Les associations de protection des animaux nourrissent les fauves volants pour qu'ils puissent reprendre des forces et repartir dans les Pyrénées.

Après le Da Vinci Code.... le code de la route revisité par le Vatican. « *Tu ne conduiras pas sous l'empire de l'alcool. Tu respecteras les limitations de vitesse. Tu ne considéreras pas ta voiture comme un objet de vanité personnelle, ni comme un lieu de péché* ». Extrait des *Recommandations pour une attitude pastorale sur la route*. « *La voiture tend à faire ressortir le côté primitif des êtres humains* » selon ce code de la route qui incite les conducteurs à privilégier les « *tendances nobles de l'âme humaine* ».

Le top 50 des villes les plus chères pour les Expatriés. Moscou confirme en 2007 sa première place pour la seconde année consécutive, devant Londres, Séoul, Tokyo et Hongkong. Paris est classée 13^{ème}. Asunción arrive en queue des 143 villes étudiées par Mercer.

L'homme le plus vieux du monde. Il a 111 ans, et c'est un Japonais. Né le 18 septembre 1895, M. TANABE est originaire de la préfecture de Miyazaki, sur l'île de Kyushu, qui abrite de nombreux centenaires japonais. « *J'ai vécu trop longtemps. Je suis confus* » a réagi le nouveau doyen en recevant des mains du maire de Miyakonojo, son village natal, le certificat du livre Guinness. M. TANABE rejoint sa compatriote Yone MINAGAWA, 114 ans, doyenne de l'humanité, et également originaire de Kyushu.

Portail gouvernemental de la sécurité informatique. Le gouvernement veut mettre en place d'ici fin 2007 un portail de la sécurité informatique permettant à chacun d'accéder à des informations pratiques pour se protéger.

« **Journée du vent à Bruxelles** » célébrée par l'inauguration d'une grande éolienne de 25 mètres a dans le centre-ville. But de l'opération : inciter les Européens à adopter massivement l'énergie éolienne, et plus largement les énergies renouvelables. D'après le commissaire à l'énergie, Andris PIEBALGS, sur les 27 pays membres, seuls 6 ont fait des réels efforts. Bons élèves : Allemagne, Espagne et Danemark, où les éoliennes produisent plus de 12% de l'électricité dans chacun de ces pays. Mauvais élèves : Bulgarie, Slovénie, Lituanie ou Chypre.

34,6 kilomètres. C'est le plus long tunnel ferroviaire terrestre du monde. C'est le tunnel du Lötschberg qui relie les cantons de Berne et du Valais en Suisse. La construction a pris 8 ans, a coûté 4,3 milliards de francs suisses (2,6 milliards d'euros). Deux tunnels ferroviaires sous-marins sont plus longs : le tunnel du Seikan, au Japon, (53,9 Km) et le tunnel sous la Manche entre la France et l'Angleterre (50,4 Km). Mais la Suisse gagnera avec le tunnel du Gothard qui sera le plus long du monde : 57 kilomètres achevé en 2017.

Alstom gagne en Argentine. Le groupe français obtient la construction du premier train à grande vitesse en Amérique latine. Ce TGV doit relier Buenos Aires aux villes de Rosario, à 310 km au nord de la capitale, et Cordoba, située à 710 km plus à l'ouest. Le groupe français a proposé 1,320 milliard de dollars pour ce projet. Le ministère argentin de l'Economie doit encore donner son aval pour que le montage financier présenté par Alstom soit entériné définitivement.

CARNET

Voyages présidentiels. Nicolas SARKOZY effectuera une visite en juillet dans les trois pays du Maghreb. **Et ministériels.** François FILLON se rendra en juillet en Autriche et en Hongrie.

Nominations

Jean-Maurice RIPERT, ambassadeur, représentant permanent de la France au Conseil de sécurité et chef de la mission permanente française près les Nations unies à New York.

Jean-Baptiste MATTEI, représentant permanent auprès de l'Office des Nations unies à Genève.

Mireille GUIGAZ, représentante permanente de la France auprès de l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome.

Pierre MENAT, direction de la coopération européenne au quai d'Orsay.

Anne GAZEAU-SECRET, directrice générale de la coopération internationale et du développement.

Pascale ANDREANI, directrice de la communication et de l'information, porte-parole du ministère des Affaires étrangères et européennes.

Claude BLANCHEMAISON, secrétaire général de la présidence française du Conseil de l' U.E.

Gilles BRIATTA, secrétaire général des affaires européennes.

Alain MOUREAU, ambassadeur, délégué à la coopération régionale dans la zone de l'océan Indien.

Jean-Pierre LAFOSSE, ambassadeur auprès de l'Union de Birmanie.

Jean-Pierre ASVAZADOURIAN, ambassadeur en Suède.

René ROUDAUT, ambassadeur en Hongrie.

Eric FOURNIER, ambassadeur en Géorgie.

Gilles-Henri GARAUULT, ambassadeur au Népal.

Michel LEGRAS, ambassadeur aux îles Cook aux Samoa occidentales. *En résidence à Wellington*

Serge MUCETTI, consul général de France à Bruxelles.

Michel SCHAFFHAUSER, consul général de France à Washington.

Olivier BROCHENIN, consul général de France à La Nouvelle-Orléans.

Claude CROUAIL, consul général de France à Ekaterinbourg.

Jean-Raphaël PEYTREGNET, consul général de France à Canton

René CONSOLO, consul général de France à Shenyang.

Alain BELAIS, directeur des relations internationales du groupe France Télévision.

Didier MAUS, Président de l'Association internationale de droit constitutionnel.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de non responsabilité : l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base de informations dispensées dans cette publication.

Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr